



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. limitée
5 octobre 2012
Français
Original: anglais

Sixième session

Vienne, 15-19 octobre 2012

Point 2 a) de l'ordre du jour

**Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre
la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant:
Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée**

Norvège et Suisse: projet de résolution

Participation de signataires, de non-signataires, d'entités, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales aux travaux du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme et des groupes de travail constitués par la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

*La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la
criminalité transnationale organisée,*

Reconnaissant la nécessité de traiter la question de la participation de signataires, de non-signataires, d'entités, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales aux travaux du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme et des groupes de travail constitués par la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée,

1. *Décide* d'appliquer les règles, jointes en annexe à la présente résolution, sur la participation de signataires, de non-signataires, d'entités, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales aux travaux du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme et des groupes de travail constitués par la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée;

2. *Encourage* les signataires, les non-signataires, les entités et les organisations intergouvernementales et organisations non gouvernementales compétentes à faire rapport à la Conférence et/ou aux groupes de travail, selon qu'il conviendra, sur leurs activités et contributions en faveur de l'application des conclusions et recommandations des groupes de travail adoptées par la Conférence, notamment en ce qui concerne la satisfaction des besoins d'assistance technique et l'amélioration des capacités aux fins de l'application effective de la Convention.



Annexe

Règles régissant la participation de signataires, de non-signataires, d'entités, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales aux travaux du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme et des groupes de travail constitués par la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Article premier

Signataires

1. Sous réserve d'en aviser préalablement le Secrétaire général par écrit, tout État ou organisation régionale d'intégration économique ayant signé la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 36 a le droit de participer aux travaux du Groupe d'examen de l'application de la Convention de Palerme et des groupes de travail constitués par la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

2. Les signataires peuvent:

- a) Assister aux séances du Groupe de Palerme et des groupes de travail;
- b) Faire des déclarations à ces séances;
- c) Recevoir les documents de ces groupes;
- d) Communiquer leurs vues par écrit à ces groupes;
- e) Prendre part au processus délibératif de ces groupes.

Article 2

Non-signataires

1. Tout État ou toute organisation régionale d'intégration économique qui n'a pas signé la Convention conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 36 peut solliciter auprès du Bureau de la Conférence le statut d'observateur, à condition d'avoir avisé le Groupe de Palerme et les groupes de travail, par l'entremise du secrétariat, de son intention ou de sa décision de ratifier, d'accepter ou d'approuver la Convention, ou d'y adhérer, conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 36.

2. Lorsqu'elle avise le Groupe de Palerme et les groupes de travail comme prévu au paragraphe 1 ci-dessus, l'organisation régionale d'intégration économique communique également les informations visées au paragraphe 1 de l'article 3 ci-dessous.

3. Sans prendre part à l'adoption de décisions sur des questions de fond et de procédure, ces États et organisations régionales d'intégration économique qui n'ont pas signé la Convention peuvent:

- a) Assister aux séances du Groupe de Palerme et des groupes de travail;
- b) Faire des déclarations à ces séances à l'invitation du Président du groupe ou des groupes concernés en consultation avec le Bureau de la Conférence;
- c) Recevoir les documents de ces groupes;
- d) Communiquer leurs vues par écrit à ces groupes.

Article 3

Entités et organisations intergouvernementales

1. Sous réserve d'en aviser préalablement le Secrétaire général par écrit, les représentants des entités et des organisations intergouvernementales qui ont été invitées à titre permanent par l'Assemblée générale à participer aux sessions et aux travaux de toutes les conférences internationales organisées sous ses auspices, les représentants des organismes, institutions spécialisées et fonds des Nations Unies et les représentants des commissions techniques du Conseil économique et social peuvent être invités à participer aux séances du Groupe de Palerme et des groupes de travail.

2. Les représentants de toute autre organisation intergouvernementale compétente qui a été autorisée à participer aux sessions de la Conférence peuvent aussi être invités à participer aux séances de ces groupes.

3. Sans prendre part à l'adoption de décisions sur des questions de fond et de procédure, ces entités et organisations peuvent:

- a) Assister aux séances du Groupe de Palerme et des groupes de travail;
- b) Faire des déclarations à ces séances à l'invitation du Président du groupe ou des groupes concernés en consultation avec le Bureau de la Conférence;
- c) Recevoir les documents de ces groupes;
- d) Communiquer leurs vues par écrit à ces groupes.

4. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, la Conférence prie le Secrétaire général de distribuer une lettre aux entités et aux organisations intergouvernementales pour leur demander:

a) D'examiner et de faire savoir au Secrétaire général, par écrit, si elles souhaitent ou non participer aux séances du Groupe de Palerme et des groupes de travail, compte dûment tenu des mandats et fonctions respectifs desdits groupes définis au paragraphe 44 des termes de référence du mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant;

b) De fournir des informations concernant les questions sur lesquelles, et les moyens par lesquels, elles ont l'intention de contribuer aux travaux effectifs des groupes, notamment en apportant leur appui et leur concours à l'application des

conclusions et des recommandations des groupes devant être adoptées par la Conférence.

5. Le secrétariat compile les informations communiquées par les entités et les organisations intergouvernementales compétentes et les présente aux groupes.

6. Sur la base des informations visées au paragraphe 4 ci-dessus, les groupes décident, par consensus et selon que de besoin, d'actualiser la liste des entités et des organisations intergouvernementales devant être invitées à participer à leurs séances.

Article 4

Organisations non gouvernementales

1. Les organisations non gouvernementales compétentes dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, auxquelles a été accordé le statut d'observateur à la Conférence, peuvent être invitées à participer aux séances du Groupe de Palerme et des groupes de travail.

2. Les représentants de toute autre organisation non gouvernementale compétente qui a été autorisée à participer aux sessions de la Conférence peuvent aussi être invités à participer aux séances des groupes.

3. Sans prendre part à l'adoption de décisions sur des questions de fond et de procédure, ces organisations non gouvernementales peuvent:

- a) Assister aux séances des groupes;
 - b) À l'invitation du Président du groupe et sous réserve de l'approbation de celui-ci, faire prononcer des déclarations à ces séances par un nombre limité de représentants sur des questions en rapport avec leurs activités;
 - c) Recevoir les documents des groupes.
-